



**IFAD**  
INTERNATIONAL  
FUND FOR  
AGRICULTURAL  
DEVELOPMENT

**FIDA**  
FONDS  
INTERNATIONAL  
DE DÉVELOPPEMENT  
AGRICOLE

**FIDA**  
FONDO  
INTERNACIONAL  
DE DESARROLLO  
AGRÍCOLA

**IFAD**  
الصندوق  
الدولي للتنمية  
الزراعية

**DISCOURS DE CLÔTURE DE LA TRENTIÈME SESSION  
DU CONSEIL DES GOUVERNEURS, PRONONCÉ PAR  
M. JAMES HARVEY,  
PRÉSIDENT DU CONSEIL**

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs et Délégués,  
Mesdames et Messieurs,

Le moment est maintenant venu de mettre un terme à la trentième session du Conseil des gouverneurs. Grâce à la présence de nombreuses personnalités, au dialogue qui a pu se nouer, et à la possibilité qu'ont eue les Gouverneurs de voir ce que le FIDA a accompli au cours de l'année écoulée et de connaître ses intentions pour l'avenir, je suis sûr que nous garderons tous un bon souvenir de cette réunion.

L'allocation d'ouverture qu'a prononcée Mme Luísa Dias Diogo, Premier Ministre de la République du Mozambique, et les compliments encourageants qu'elle a adressés au FIDA pour les activités qu'il mène dans son pays, ont d'emblée donné le ton de nos débats. Ainsi que l'a indiqué Mme Diogo, par l'intermédiaire de ses projets et programmes, par son action en faveur des services financiers ruraux, de l'accès aux marchés, du développement des infrastructures, de la pêche artisanale, de l'agriculture paysanne et de la sécurité alimentaire, ainsi que par sa participation active à la concertation sur les politiques à suivre, le FIDA a en effet largement contribué à améliorer les conditions de vie des ruraux pauvres au Mozambique. Comme elle l'a souligné, en outre, en donnant des exemples concrets de ce qui a été fait dans son propre pays, il y a beaucoup à attendre de l'approche intégrée et harmonisée que préconise dans son rapport le Groupe de haut niveau sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies. La prise en main des programmes par les pays et une action résolue soutenue par les interventions

complémentaires de leurs partenaires constituent certainement la voie la plus sûre vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement.

C'est également sur ces objectifs que le Ministre de l'économie et des Finances de la République italienne, M. Tommaso Padoa Schioppa, a attiré notre attention. Se faisant l'écho des paroles du Premier Ministre du Mozambique, M. Padoa Schioppa a plaidé pour une coopération internationale efficace et coordonnée et des efforts accrus pour faire avancer la réforme actuelle du système des Nations Unies. En sa qualité de représentant du pays hôte des trois organismes des Nations Unies spécialisés dans les questions alimentaires et agricoles qui ont leur siège à Rome, il nous a vivement encouragés à ne ménager aucun effort pour renforcer encore la collaboration entre la FAO, le PAM et le FIDA. L'Italie est un pays qui a de longue date été très actif dans le domaine du développement et qui reconnaît le rôle fondamental du FIDA dans la lutte contre la faim et la pauvreté. De ce fait, le FIDA a toujours bénéficié de l'appui généreux de son pays hôte, un appui que M. Padoa Schioppa a réitéré en confirmant la contribution de 41,5 millions d'euros que son pays s'est engagé à faire à la septième reconstitution.

Le fil conducteur de toutes ces déclarations était clair: quelle que soit l'entreprise, le succès dépendra avant tout de la capacité à s'unir dans l'effort et à mettre en place un authentique partenariat.

Ainsi le Secrétaire général du Conseil de coopération des États arabes du Golfe, M. Abdul Rahman H. al-Attiyah, a fait du partenariat le thème central du message qu'il a adressé au Conseil. Et c'est à ce titre qu'il nous a appelés, individuellement et collectivement, à assumer nos responsabilités et à tout mettre en œuvre pour améliorer les conditions de vie des pauvres, ainsi que nous nous y sommes engagés.

S'exprimant au nom de l'un des partenaires les plus solides du FIDA dans le domaine du développement rural, le Directeur général du Fonds de l'OPEP pour le développement international, M. Suleiman J. al-Herbish, a rappelé que la pauvreté est un phénomène essentiellement rural et qu'elle constitue de ce fait l'un des enjeux majeurs des efforts déployés pour réaliser les OMD. Une fois de plus, des exemples ont été cités qui ont illustré le succès d'initiatives menées conjointement avec le FIDA et souligné l'importance de la collaboration et des partenariats.

Le Conseil a pris connaissance avec intérêt du message dans lequel le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a réaffirmé l'importance du développement rural et agricole, en particulier dans la perspective des Objectifs du Millénaire pour le développement. Le Secrétaire général est fermement déterminé à maintenir la réforme des Nations Unies sur sa lancée afin de parvenir à bâtir un système qui soit cohérent, efficace et efficient. À cet égard, a-t-il estimé, le FIDA, par l'intermédiaire de ses projets et de ses programmes, ainsi que par la mise en commun des connaissances et des enseignements qu'il tire de ses activités, apporte une contribution capitale aux efforts de la communauté internationale pour venir à bout de la faim et de la pauvreté.

Dans la déclaration particulièrement éloquente et instructive qu'il a faite cette année au Conseil des gouverneurs, le Président Bâge nous a fait part des résultats tangibles obtenus par le Fonds au cours de l'année écoulée. Nous savons donc désormais que la performance globale de l'organisation s'est sensiblement améliorée et que l'augmentation de 10 pour cent de son programme de travail lui a permis de venir en aide à plusieurs millions de ruraux pauvres supplémentaires. Après avoir évoqué sa participation aux travaux du Groupe de haut niveau sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies, le Président Bâge a souligné qu'il était résolu à faire en sorte que les organismes des Nations Unies

"puissent être unis dans l'action et réellement partenaires de tous les pays afin de répondre à leurs besoins".

Par ailleurs, le Président Båge nous a présenté la composition de la nouvelle équipe de direction qui l'assistera dorénavant dans sa mission, et c'est au nom de toutes les personnes ici présentes, j'en suis sûr, que je saisis cette occasion pour leur souhaiter à tous un plein succès dans les tâches qui les attendent.

La détermination du FIDA est aussi celle des autres institutions des Nations Unies basées à Rome avec lesquelles il travaille en partenariat, comme l'on rappelé aux membres du Conseil, exemples à l'appui, M. Jacques Diouf, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et M. James Morris, Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial.

Dans les messages qu'ils nous ont adressés, les Gouverneurs du Fonds ont tous insisté, à la lumière des réalités propres à leur région, sur le soutien qu'ils apportent à l'action très importante de notre organisation. Ils nous ont également rappelé les immenses défis auxquels se trouvent confrontés l'ensemble des acteurs du développement, à commencer par la nécessité de faire progresser les réformes commerciales et d'apporter des solutions au changement climatique. Comme l'ont souligné les Gouverneurs de nombreux États membres du Fonds, "œuvrer pour que les ruraux se libèrent de la pauvreté" n'est pas simplement la mission du FIDA, c'est aussi notre mission à tous.

Le Conseil des gouverneurs a examiné le rapport sur la septième reconstitution des ressources du FIDA. Lors de notre dernière session, nous avons eu le plaisir d'être informés de la conclusion rapide des négociations sur cette reconstitution, et cette année, nous avons eu la bonne nouvelle de son entrée en vigueur. Ce résultat démontre de façon

concrète et positive à quel point les États membres attachent de l'importance à la mission du Fonds et sont soucieux de lui procurer les ressources nécessaires à la poursuite de son action. Les annonces de contribution atteignent maintenant un total de 616 millions de USD, soit 86 pour cent du niveau cible de 720 millions de USD, et les instruments de contribution reçus à ce jour représentent 58 pour cent du montant total annoncé. Les États membres qui ne l'ont pas encore fait sont instamment priés d'annoncer leur contribution, de déposer leur instrument de contribution ou d'effectuer les versements nécessaires.

Sur la recommandation du Conseil d'administration, le Conseil a approuvé les états financiers vérifiés du FIDA pour 2005, ainsi que son budget administratif pour 2007, qui s'élève à 67,49 millions de USD. L'abstention des États-Unis d'Amérique lors du vote sur le budget administratif sera consignée dans le procès-verbal de la session. Le Conseil a par ailleurs approuvé le budget administratif du Bureau de l'évaluation, pour un montant de 5,687 millions de USD.

À la session de l'an dernier, le Conseil des gouverneurs avait élu pour une période d'un an les pays de la liste B appelés à siéger au Conseil d'administration. Il a été informé cette année de l'intention de la liste en question de confirmer cette composition pour la deuxième et la troisième années du mandat du Conseil, et il a donc officiellement entériné la nomination des quatre membres et des quatre membres suppléants concernés. Permettez-moi de féliciter ici de nouveau les membres de la liste B qui siègent au Conseil d'administration et de leur présenter, ainsi qu'à l'ensemble du Conseil, tous mes vœux de réussite dans leurs travaux.

Le Conseil a été saisi d'un rapport sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP), et il a pris note des modifications qui avaient été apportées à la méthode utilisée pour calculer

les notes des pays en 2006 et déterminer les allocations correspondantes. Les Gouverneurs se sont félicités d'apprendre que le FIDA accueillerait en 2008 la réunion technique annuelle des organismes qui appliquent les principes du SAEP. Cette réunion devrait être l'occasion de confronter les expériences et d'échanger les enseignements qui en ont été tirés, dans un réel esprit d'harmonisation.

La Coalition internationale pour l'accès à la terre a présenté un rapport d'étape sur les efforts qu'elle déploie pour promouvoir des systèmes fonciers qui permettent aux ruraux pauvres d'accéder aux ressources dont ils ont besoin pour sortir durablement de la pauvreté. Le Mécanisme mondial de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification a quant à lui présenté son rapport d'activité pour 2006, l'année internationale des déserts et la désertification, dans lequel est décrit le rôle en évolution de cette institution qui dispense des services de conseil spécialisés dans les domaines du développement, de l'agriculture et de la régénération des ressources naturelles, ce qui en fait de plus en plus un partenaire naturel du FIDA.

Mesdames et Messieurs les Délégués,

Avant de clore cette session, permettez-moi de dire quelques mots pour remercier tous les Gouverneurs du soutien qu'ils nous ont apportés à moi-même et à mes collègues du Bureau, le Gouverneur pour le Qatar et le Gouverneur pour le Bangladesh, dans la conduite de cette session du Conseil. Je serais impardonnable si je n'exprimais pas également toute ma reconnaissance au Président du FIDA pour son excellent travail à la tête de l'institution. Enfin, et je devrais dire surtout, je tiens à dire merci à l'ensemble du personnel du FIDA. Le succès de cette session du Conseil n'aurait pas été possible sans le travail infatigable de tous ceux qui sont dans les coulisses – les interprètes, les techniciens, les messagers, et tant

d'autres. Ils sont l'exemple même de ce que peut produire le travail d'équipe, la collaboration et la bonne entente, et cela mérite d'être salué.

Sur cette remarque, je déclare close la trentième session du Conseil des gouverneurs.